



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES ET SERVICES
A BONS DE COMMANDES
APPEL D'OFFRES


**TRANSPORT ET LOCATION DE BENNES
POUR LES DÉCHETERIES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE
KERVAL CENTRE ARMOR**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales


1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

 **Le transport de bennes** de déchets issus des 11 déchèteries situées sur le territoire de KERVALL CENTRE ARMOR :

- 4 déchèteries situées sur le périmètre géographique du SMITOM de Launay Lantic
- 2 déchèteries Merdrignac & Saint Gouëno situées sur le périmètre géographique de Loudéac Communauté Bretagne Centre
- 5 déchèteries situées sur le périmètre géographique de Lamballe Terre et mer : Bréhand – Erquy- Hénon--Jugon Les Lacs Commune nouvelle – Planguenoual

Les prestations intègrent également toutes les manipulations de bennes nécessaires à l'exécution du marché.

 **La location de caissons** au cas par cas selon les sites.

Marché de prestations de fournitures et services pour :

- le transport de bennes pour l'évacuation des apports de déchets des déchèteries ;
- la location de bennes de déchèteries ;
- l'échange de bennes sans transport, sur les déchèteries (permutation d'emplacement).

Le titulaire devra évacuer les apports de déchèteries vers les sites de traitement désignés par la collectivité.

Les filières d'évacuation (sites, entreprises, horaires...) ainsi que les types de déchets, le nombre ou le type de bennes etc. peuvent être modifiés en cours de marché, sans que le titulaire ne puisse émettre aucune réclamation tant que les prix unitaires couvrent ces modifications. En cas de nécessité, des prix nouveaux ou des avenants pourront être mis en œuvre.

Marchés à bons de commande :

Le marché est à bons de commande sans minimum ni maximum, tel que décrit aux articles 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et 4 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

Conformément à l'article 62 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et aux articles 133 à 137 du décret du 25 mars 2016, l'acte spécial précise tous les éléments et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

1.2 - Durée du marché

Ce marché débutera à la date de notification prévue au 1^{er} janvier 2019 et se terminera le 31 décembre 2020.

Il pourra faire l'objet de 2 reconductions d'une durée d'un an. La reconduction s'effectuera de façon expresse et le titulaire ne pourra la refuser.

Ces conditions sont prévues selon les modalités fixées à l'Acte d'Engagement.

1.3 - Marché à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- les prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 ;
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Le devis estimatif ;
- Le mémoire technique du titulaire.

Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison

3.1 - Délais de base

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Le titulaire devra intervenir dans les délais suivants (s'entendent hors dimanches et jours fériés, sauf pour les jours calendaires) :

Evacuation programmée	24 heures	après commande (appel téléphonique)
Evacuation urgente	4 heures	après commande (appel téléphonique)
Mise à disposition (location) de bennes non urgente	8 jours calendaires	après commande (appel téléphonique)
Mise à disposition (location) de bennes urgente	48 heures	après commande (appel téléphonique)

Les déplacements de bennes sur site font l'objet du même délai que les évacuations programmées.

3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Cas particulier : Le service transport de KERVAL ou des collectivités membres se réservent la possibilité de réaliser des évacuations sans que le titulaire puisse prétendre à compensation quel que soit.

Adresse d'exécution :

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante : KERVAL Centre Armor (plus le transport vers des sites de traitement qui peuvent ne pas se situer sur le territoire de KERVAL).

Article 5 : Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par un représentant du pouvoir adjudicateur au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 6 : Prix du marché

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des **prix unitaires** selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 – Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont fermes et sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur connues le mois précédant la remise des offres. Ce mois est appelé " mois zéro ". Les prix définis au présent marché s'appliqueront et ne feront pas l'objet de révision pendant toute la durée du marché prévu jusqu'à la fin de l'année 2019.

Si le marché est reconduit au delà du 31 décembre 2019, il pourra être révisé selon les conditions définies ci-dessous.

Révision annuelle le 1^{er} janvier par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times \left(0.40 + 0.30 \times \frac{ICHT - E_n}{ICHT - E_o} + 0.30 \times \frac{TR_n}{TR_o} \right)$$

Dans laquelle :

P = prix des prestations

o = date de l'indice d'origine (indices connus le mois précédant la remise des offres)

n = année de révision des prix (indices connus au 1^{er} janvier de l'année n)

ICHT-E = Coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau, de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution, charges salariales comprises

TRBT= Indice des transports routiers pour le bâtiment

Ces index de référence sont publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie du Développement durable, des Transports et du Logement.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la nouvelle période d'application de la formule.

Article 7 : Modalités de règlement des comptes

7.1 - Paiements

Facturation mensuelle accompagnée du bon d'enlèvement et du bon de pesée original du site de traitement.

7.2 - Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la description détaillée des prestations réalisées durant la période
- le détail des prix unitaires,
- le montant total HT & TTC des prestations exécutées ;

Les demandes de paiement devront être établies sous format électronique par mois civil, et être accompagnées systématiquement de l'état mensuel prévu à l'article VII.1 du CCTP

- En cas de cotraitance :

- ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

- En cas de sous-traitance :

- ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- ♦ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant. Cette décision est notifiée au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.

- ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

- ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

- ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

- ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

7.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Article 8 : Pénalités

8.1 - Pénalités de retard

Toute infraction dument constatée par le représentant du maître d'ouvrage donnera lieu à l'application d'une pénalité, sans mise en demeure préalable, selon le tableau suivant.

Toutes les pénalités sont cumulables entre elles.

INTITULE	Mode d'application	Montant € HT
Retard dans la mise à disposition de bennes (location) urgente	Par heure de retard	70
Retard dans l'évacuation urgente d'une benne	Par heure de retard	80

8.2 - Pénalités pour non respect des dispositions concernant la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de 5% du montant du contrat en cas de non respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 dudit code.

Article 9 : Assurances

Dans un délai de **quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution**, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance :

- garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution de la prestation ;
- couvrant les dommages causés aux ouvrages existants.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 10 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48, 49 & 55 du décret du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du Code du travail ou de non respect des dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Cette exécution peut être décidée par la Collectivité, sans mise en demeure préalable, si le titulaire interrompt le fonctionnement de ses prestations pendant une période égale ou supérieure à 48 heures, en dehors des ponts légaux ou sans avoir obtenu l'autorisation préalable.

Le titulaire n'a plus droit à aucune rémunération, excepté pour les bennes qui seront restées en location. Au cas où les dépenses seraient supérieures aux rémunérations qui auraient été versées au titulaire pendant cette période s'il avait accompli sa mission conformément au présent marché, les augmentations de dépenses restent à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de reprise de sa mission, ces augmentations de dépense seraient déduites des factures suivant la poursuite des missions, jusqu'au remboursement des dites augmentations.

L'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire cesse dès que le prestataire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations.

Article 11 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de RENNES est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 12 : Clauses complémentaires

Toutes les pénalités fixées dans le présent marché seront appliquées sans mise en demeure préalable.

Les changements de réglementation applicables aux véhicules à moteur, bennes, caissons et au Code de la Route ne feront pas l'objet d'avenants mais restent de la responsabilité pleine et entière du prestataire.